

ECONOMIE GENERALE

« LE LIBRE-ECHANGE EST-IL L'APANAGE DES PUISSANCES ECONOMIQUES DOMINANTES ? »

Introduction

1. Echec des différentes négociations internationales : contestation de la puissance économique de certaines firmes, en particulier américaines, et contestation de ce cadre de discussion par les pays du Tiers-Monde. Un mouvement d'opinion à l'échelle internationale : « le libre-échange est l'arme des puissants. » Cette question s'était estompée avec le développement des échanges internationaux négociés dans le cadre du GATT (*General Agreement on Tariffs and Trade*) depuis 1947, puis au sein de l'OMC (*Organisation Mondiale du Commerce*) aujourd'hui. Les incertitudes et les conflits d'intérêts exacerbés par la crise ont nourri un certain renouveau du protectionnisme.
2. Le libre-échange peut s'entendre comme la volonté de certains pays de politique libérale de négocier la cessation progressive de toute barrière douanière, tarifaire ou non tarifaire, à l'échange économique entre les pays signataires.
3. Le débat actuel peut donc être éclairé par une approche historique : la liberté totale des échanges commerciaux est l'un des attributs et un des moyens de la domination, c'est-à-dire de cette *action unilatérale et irréversible* d'une économie sur une autre (F. PERROUX) même si, sous certaines conditions, le libre-échange peut favoriser la convergence économique.
4. La première partie donne des illustrations du pouvoir de domination exercé par certains pays grâce au libre-échange. On soulignera aussi que la compétition internationale contemporaine est largement influencée par les stratégies des oligopoles qui représentent une forme nouvelle de « puissance économique. » Cependant, cette relation n'est pas toujours vérifiée (cas des NPI). La seconde partie définit les conditions dans lesquelles le libre-échange peut être un facteur de convergence entre pays.

I- Le libre-échange comme instrument de domination économique

1- Le rôle du commerce international dans la constitution des puissances économiques « hégémoniques »

1. La domination britannique et le libre-échange au XIX^{ème} siècle : la théorie braudélienne (F. BRAUDEL) des *Economies-Monde* et le « tournant » du XIX^{ème} siècle : de la domination d'un grand centre urbain (les *cités-état*, comme Bruges, Venise, Amsterdam... : un centre urbain + une périphérie exploitée ; rayonnement de la ville par exploitation des autres villes) à la

domination d'un pays sur une large périphérie (l'Angleterre). Ce changement s'opère fin XVIII^{ème} - début XIX^{ème} siècle.

NB : dans le développement des premières formes de capitalisme, dès le XVI^{ème} siècle, la domination s'appuie sur la puissance commerciale, d'autant plus efficace que le commerce est totalement libre !

Contexte des années 1840-1850 : la baisse des droits de douane, l'abolition des *Corn Laws* (1846) et du *Navigation Act* (1849) sont un puissant moteur de croissance pour l'Angleterre de l'époque. Les principes à la base de cette domination sont exposés par D. RICARDO dès 1817 : l'Angleterre importe des denrées alimentaires (biens salariaux) bon marché et exporte des produits manufacturés. Comme la valeur des biens salariaux (blé par exemple) détermine celle de la force de travail, c'est-à-dire le salaire, cela induit une baisse du salaire nominal en Angleterre (baisse du salaire car il devient moins cher de se nourrir...) et favorise l'accumulation de capital dans ce pays. L'objectif du libre-échangisme anglais de l'époque est donc de limiter la production du continent à des biens salariaux ! D'où la thèse d'un *protectionnisme éducatif* (F. LIST, A. HAMILTON, W. CAREY, courant radical d'inspiration marxiste) : il faut protéger de manière transitoire les industries naissantes pour leur permettre de se fortifier. Ceci eut été la pratique du Japon (sous l'ère MEIJI, 1868), de l'Allemagne (O. V. BISMARCK, 1879), des Etats-Unis (W. MAC KINLEY, 1897).

2. La domination américaine, le libre-échange et l'échange inégal au XX^{ème} siècle : après la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis assurent le leadership mondial et ils s'appuient sur le GATT pour imposer au reste du monde la généralisation des principes du libre-échange : clause de la nation la plus favorisée, principe de non-discrimination, programmation de « rounds » de négociation... (Evoquer également le plan MARSHALL après la seconde guerre mondiale, début du processus de mondialisation contemporaine, qui a permis l'introduction des grandes firmes américaines dans le bloc de l'Europe de l'ouest !) Le libre-échange fonctionne ainsi tant que l'on a un pas d'avance (les autres rattrapent par imitation...) Impact particulièrement grave pour le Tiers-Monde : perte de pouvoir d'achat des recettes d'exportation (R. PREBISCH, *La détérioration des termes de l'échange*) ; dans l'échange *centre-périphérie*, même si le bien échangé a le même prix, l'échange est inégal car le produit *périphérique* incorpore plus d'heures de travail que le produit *central*, d'où une perte pour les PED (analyse marxiste de A. EMMANUEL et S. AMIN, *Théorie de l'échange inégal*.)

2- Les oligopoles mondiaux : une autre modalité de domination par les échanges

1. Les échanges sont aussi influencés par les flux de capitaux : contrairement aux hypothèses du modèle HOS, (HECKSCHER - OHLIN - SAMUELSON) selon lequel les facteurs ne circulent pas, le développement des IDE (*Investissements Directs à l'Etranger*) et de la globalisation des FMN (*Firmes MultiNationales*) élargissent la question à de nouveaux

supports des échanges internationaux (exemple historique fortement contesté et rejeté de l'AMI, *Accord Multilatéral sur l'Investissement*, en 1998, qui prévoyait la libre-circulation totale des capitaux...)

NOTE : les IDE ne sont pas comptabilisés dans le commerce international mais ils génèrent des flux et ils symbolisent la domination sur l'économie mondiale...

Intérêt du libre-échange pour les « firmes globales » : économies d'échelle et différenciation, d'où l'intérêt de la thèse de P. KRUGMAN concernant l'existence d'une *politique commerciale stratégique* : La prise en compte des imperfections des marchés à laquelle s'ajoute le soutien Etatique permet aux entreprises de rester sur des marchés aux coûts d'entrée et/ou de sortie élevés...

2. Economie de réseaux et économie informationnelle (Voir en particulier P. VELTZ, notamment : « Communication, réseaux et territoires dans les systèmes de production modernes », in *Entreprises et territoires en réseaux*, Presses de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, 1991 et *Le nouveau monde industriel* édité en 2000). Développer sur :

⇒ La domination par les économies de réseaux (la base géographique recherchée est évidemment la plus large possible) ;

⇒ L'importance des échanges immatériels aujourd'hui : les enjeux sont de plus en plus immatériels, c'est le nouveau vecteur de domination...

II- Sous certaines conditions, le libre-échange peut favoriser la convergence économique

1- Les enjeux de la spécialisation

1. Les bases de la compétitivité : la compétitivité traduit la capacité d'une entreprise ou d'un pays à faire face à la concurrence internationale et donc à conserver ou à accroître ses parts de marché. C'est le reflet des choix effectués dans la combinaison des facteurs de production, dans la définition des produits et de leur positionnement sur les marchés. C'est la spécialisation du pays qui va permettre ou non d'engendrer un trend de croissance pour une économie donnée (cf. N. KALDOR, *les modèles kaldoriens de croissance*, illustrés par le virage réussi des Etats-Unis dans les NTIC au milieu des années 1990.) Il faut donc acquérir les compétences !

Compétitivité-prix/compétitivité-hors coûts : *L'échange international est une demande de différence, là où tout se révèle identique, il est inutile d'échanger* (B. LASSUDRIE-DUCHÊNE) ; ce qui confirme une nécessaire spécialisation du pays : un pays est bien spécialisé s'il l'est beaucoup dans les secteurs où la demande mondiale est forte. La bonne ou mauvaise spécialisation dépend de la capacité des entreprises du pays à s'adapter et à innover dans ces secteurs porteurs. La croissance est donc forte pour les pays qui savent s'adapter au changement mondial. Ce modèle explique la différence de croissance entre les Etats-Unis (spécialisés en haute technologie) et la Grande-Bretagne ces dernières années.

Un modèle différent des modèles d'A. SMITH et D. RICARDO pour lesquels la demande ne pose aucun problème, le raisonnement reposant uniquement sur les facteurs de production. *L'extension des marchés permet alors d'augmenter la productivité, de former l'esprit de compétition, d'inciter à l'innovation (cf. J. STUART MILL), d'allonger le cycle de vie des produits en continuant leur vente dans les PED, ce qui finance l'accélération de leur renouvellement dans les pays riches où la compétition est plus vive, les avantages comparatifs plus rapidement incertains (cf. R. VERNON, Théorie du cycle du produit).*

2. Les limites de l'analyse ricardienne : les stratégies d'entreprise sont déterminantes dans les spécialisations réelles des pays, la DIPP (*Division Internationale du Processus Productif*, B. LASSUDRIE-DUCHÊNE) conduit à une intensification des échanges des biens intermédiaires : les échanges ne sont plus essentiellement composés de produits finis, en raison des stratégies de différenciation des produits, les échanges intrabranches sont très fréquents (pas d'avantages comparatifs d'un même pays dans une même production) ; par exemple, les échanges de biens intermédiaires, de biens que les deux pays produisent, ce qui contredit la thèse de D. RICARDO ! De ce point de vue, le CEPII (*Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales*) souligne l'importance de la capacité que peuvent avoir les pays à répondre à la demande mondiale : G. LAFAY parle alors de *pôle de compétitivité* spécialisé par la différenciation où certains pays vont donc pouvoir se développer (exemple du Japon autour de la filière électronique dans les années 1980, les NPI dans les années 1990, la Chine aujourd'hui !) A contrario, citons l'exemple des pays du Tiers-Monde : Afrique Subsaharienne, Amérique Latine...

2- Le contexte macro-économique général : la crise mondiale accroît les tensions

1. Le problème des restrictions aux échanges et des manipulations monétaires : depuis le milieu des années 1970, de nombreux pays développés cherchent à échapper aux contraintes de l'ouverture non seulement pour les produits fortement frappés par la crise (acier, automobile, habillement...), mais aussi pour des produits stratégiques (composants électroniques, audiovisuel...) P. BAIROCH affirme que *le libre-échange est l'exception, le protectionnisme la règle...* Deux grands types d'instruments sont utilisés : les accords d'autolimitation volontaire et les arrangements d'importations. Se posent aussi les problèmes de taux de change qu'il faut mieux réguler dans l'intérêt de tous ! (Cas de l'Asie en 1997, la Chine et la valeur du yuan aujourd'hui...) Les entorses à la libre-concurrence sont donc nombreuses et limitent les possibilités de « rattrapage » de la part des pays « dominés ». Il est nécessaire de faire d'énormes progrès dans le multilatéralisme et de mieux prendre en compte les spécificités du Tiers-Monde. Malheureusement, la situation actuelle montre plutôt un retour du bilatéralisme (cas des Etats-Unis en Amérique Latine, de la Chine en Afrique...) En outre, depuis 1971, le désordre monétaire mondial entraîne de larges fluctuations

monétaires qui se traduisent rapidement en avantages (ou désavantages) de compétitivité. Les progrès du GATT puis de l'OMC en matière d'abaissement des tarifs douaniers sont à relativiser puisque l'effet d'une forte variation du change sur les flux de marchandises peut être beaucoup plus important qu'un simple droit de douane. Il se déduit la nécessité d'une plus grande stabilité du SMI (*Système Monétaire International*.)

2. Les incertitudes liées à la constitution de « blocs régionaux » : la constitution de tels blocs, parfois très intégrés, sur les plans politique, économique et monétaire, comme l'Union européenne de la zone euro (UEM), peuvent s'analyser comme un réflexe de repli protectionniste ! Cela peut aussi constituer une tentative de restaurer l'équilibre des pouvoirs dans l'échange (exemple du MERCOSUR.) Mais, on peut aussi l'analyser comme une tentative de diminuer les barrières entre les pays membres pour développer encore plus le libre-échange, voire même de pacifier les relations pour éviter les conflits (cas de l'Union européenne...) Dans tous ces cas, il semble que l'on entre dans une ère post-westphalienne¹ de redéfinition des territoires et du sens de la souveraineté. On ne peut que l'espérer si l'on juge nécessaire le dépassement des intérêts étroitement nationaux pour faire face aux urgences sociales et environnementales

Conclusion

1. Dans une perspective historique comme dans l'analyse de la situation économique mondiale actuelle, le libre-échange est l'apanage des plus grandes puissances économiques. En effet, il est un formidable outil des grands pays avancés pour élargir leurs débouchés face à la saturation progressive de leur marché domestique. C'est aussi un outil de dépendance économique qui permet d'augmenter leur pouvoir de négociation, autant dans les domaines économique, politique que géostratégique...

2. Mais aujourd'hui, de nouveaux pays en fort développement (Chine, Inde...) montrent leur capacité à détourner le libre-échange des grandes puissances historiques afin de s'imposer sur la scène mondiale. Même s'il faut relativiser l'importance de ces nouveaux grands acteurs dans l'économie mondiale, on peut se demander si le libre-échange n'est pas en passe de devenir l'attribut des grandes puissances émergentes.

¹ (du traité de Westphalie, signé en mai 1648, à Münster pour les catholiques et à Osnabrück pour les protestants, et qui redéfinit les relations entre les grandes puissances européennes, instituant des relations internationales monopolisées par les Etats monarchiques, seuls détenteurs de la souveraineté sur un territoire bien délimité et sa population. Il permet de mettre fin à trente ans de guerre (1618-1648) entre empereur germanique, princes allemands catholiques et protestants et différents royaumes qui voulaient s'opposer à la domination des HABSBOURG sur l'Europe).